

CTPL DU 1^{er} FEVRIER 2011



BUDGET

🚧 **Exécution du budget 2010 à 99,27% !**
la DGFIP reprenant les crédits non consommés en fin d'année (25.000 €).

🚧 **Budget TGE et TAF 2011 :**
Dotation budgétaire accordée 3.155.381 €
soit une diminution importante de - 3,09%
(contre -1,60% en 2010).

Le budget triennal 2011-2013 prévoit une diminution de 10% sur les 3 années, dont 5% en 2011.

La TGE et les TAF ont donc appliqué cette réduction dans les prévisions budgétaires, ce qui entraîne :

- **Une forte diminution de « postes » importants en fonctionnement courant (nettoyage, fluides, entretien immobilier....pour les TAF)**
- **hormis le renouvellement des véhicules, l'absence, à ce stade, de dépenses en investissement.**

Une seule opération de titre V de câblage informatique de l'immeuble TGE est envisagée.

Pour mettre en application la lettre du 1^{er} Ministre de décembre 2008 sur « l'exemplarité de l'Etat au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services », (demande que nous ne contestons pas) et pour réduire, d'une manière générale, le fonctionnement des services, il faut se « serrer la ceinture » et rogner, à terme, sur les conditions matérielles de travail des agents.

Vote FO : contre

FO estime la diminution des budgets 2011 trop importante.

EMPLOIS 2011

Vous mélangez bien les ingrédients suivants :

- . l'effort DGFIP à la LFI 2011,
- . la contribution DGFIP à la création des Services Communs de Gestion,
- . la fermeture du MALI

= - 13 emplois pour la TGE et les TAF

La Direction précise que son choix de répartition résulte d'une analyse des tâches et d'une longue réflexion de l'impact sur le service ou poste concerné.

FO ne peut cependant ni valider, ni accepter.

🚧 **Pour la TGE : suppression réelle de 3 emplois**

Effort LFI 2011 :

- 1 Liaisons Rémunérations
- 1 Pensions
- 1 Dépense Déconcentrée

Transformation d'emploi plan de qualification ministériel :

+ 1 A – 1 B à l'Informatique

Reprise sur fermeture du MALI :

+ 1 B aux Pensions Cristallisées



Pour les TAF : suppression réelle de 6 emplois

LFI 2011 et transfert de charges vers le MAEE (- 6 C) :

- 1C à Berlin, Washington, Londres, Tananarive, Rabat, Tunis

Fermeture de Bamako : -2A -1B -1C dont 3 emplois transférés au MAEE.

Transformation d'emploi plan de qualification ministériel :

- 4 C + 4 B Washington, Londres, Ndjaména, Tunis

Les représentants FO TGE et TAF alerte la Direction, comme l'année passée, sur la situation de certains postes en surcharge de travail et demande que leur situation soit examinée rapidement car la tension et le stress sont le quotidien des agents.

Cette constatation ressort également de l'analyse des réponses au questionnaire initié par FO TGE et TAF sur les conditions matérielles et psychologiques de travail des agents des TAF.

PONTS NATURELS ET PRISE COLLECTIVE DE JOURS ARTT

Les 3 ponts naturels possibles 2011 ont été votés

Vendredi 3 juin

Vendredi 15 juillet

Lundi 31 octobre

Une majorité pour ces 3 ponts s'était dégagée du questionnaire initié par FO TGE et TAF.

Rappel : la journée d'autorisation d'absence exceptionnelle, désormais pérennisée, devra de préférence être prise sur le 1^{er} pont naturel pour la TGE et au choix pour les TAF.

REGISTRE HYGIENE SECURITE

Les observations notées par les agents des Pensions Cristallisées et Dépense Déconcentrée concernent :

la fontaine à eau, les nuisances sonores d'une armoire électrique, le chauffage et la mauvaise isolation du bâtiment.

A ce stade, le changement des menuiseries en alu n'a pas été prévu au budget (coût trop important)

FO demande que cette opération soit effectuée dans les meilleurs délais

La Direction précise que le projet de rapatriement ou rapprochement des Pensions Cristallisées est lancé dans le cadre du SPSI (Schéma Pluriannuel de la Stratégie Immobilière) et que tout est mis en œuvre pour aider et soulager ce service.

DIVERS

Le nouveau règlement intérieur pour l'application de l'horaire variable a été présenté en séance
FO regrette que les agents de la TGE ne puissent pas choisir la typologie sur 4 jours 1/2

FO intervient sur les tarifs 2011 du restaurant administratif MAEE
Les représentants FO ont demandé au Président d'intervenir auprès des Services Sociaux pour qu'une catégorie intermédiaire soit intégrée entre la III à 3,60 € et la IV à 5,31 €
La Direction approuve et fera la démarche

Les représentants FO présents à ce CTPL

**Marie Laurence CAMUS (TGE) Jean Louis CATHELOT (TGE) Julie SABRA (TGE)
Laurent DILLIEU (TUNIS) Farid BAKOUCHE (WASHINGTON) Bernard GAY (Alger)**

MOTION FO TGE et TAF

Les représentants FO en CTPL ont décidé de ne pas boycotter cette séance, mais souhaitent néanmoins contester la politique de réduction drastique des emplois dans la fonction publique en général, au sein de la DGFIP en particulier.

Les représentants FO en CTPL condamnent les suppressions aveugles des emplois au sein de la DGFIP qui participent à la dégradation des conditions de travail et laissent entrevoir, à court terme, une restructuration des implantations administratives et une révision des missions de la fiscalité et de la gestion publique.

Les représentants FO en CTPL s'inquiètent des conséquences, sur les missions de la DGFIP, qu'aura la réforme fiscale annoncée par le Gouvernement et l'incidence des réformes induites par la RGPP sur les autres structures administratives (Ambassades, Services culturels,...).

Les représentants FO entendent protester contre ces suppressions d'emplois et la disparition progressive de nos missions qui engendrent dans les services et postes un sentiment de mal-être, d'inquiétude, voire d'écœurement devant cette casse inqualifiable qui va perdurer dans les années avenir.

Monsieur le Président, nous souhaitons que vous nous expliquiez, cette année encore, comment aujourd'hui nous pouvons, au sein du réseau, continuer à exercer nos missions avec des effectifs de plus en plus réduits, des réformes qui se succèdent sans relâche, des outils informatiques imposés au pas de charge et loin d'être fiables et des objectifs de plus en plus impossibles à atteindre.

Non content de diminuer les budgets et les effectifs, ce sont nos statuts et notre condition de fonctionnaire qui une fois de plus sont malmenés par l'instauration de la loi sur la mobilité et les évolutions de nos régimes de retraite.